

Ceux qui n'épargnent pas ne sont pas toujours ceux qui n'en ont pas les moyens

Anne REINSTADLER*

Au cours de l'année 2002, c'est près d'un ménage sur trois qui n'a pas du tout épargné. Autrement dit, ces ménages n'ont pas conservé une partie de leur revenu pour le placer sous forme de compte-épargne, d'actions ou autres valeurs mobilières, d'assurance-vie ou encore d'épargne-logement. On pourrait a priori penser que les ménages qui n'épargnent pas sont ceux qui ne le peuvent pas du fait de la faiblesse de leur revenu. Mais ne faut-il pas nuancer cette affirmation ? L'analyse des données récentes¹ du PSELL-3/2003 permet d'apporter quelques éléments de réponse à cette question.

Les ménages non épargnants sont effectivement dans une situation financière généralement moins confortable que celle des autres ménages

La comparaison des caractéristiques des ménages qui n'ont jamais épargné au cours de l'année 2002 avec celles des ménages qui ont épargné permet, dans un premier temps, ce constat : sans surprise, les non épargnants sont en moyenne dans une situation financière moins favorable que celle des épargnants.

Tout d'abord, le pourcentage de ménages qui n'épargnent pas augmente à mesure que le niveau de vie² du ménage diminue. Ainsi, alors que 29% de l'ensemble des ménages n'épargnent pas, cette part atteint 48% pour les 20% de ménages à niveau de vie le plus faible (c'est-à-dire le premier quintile de niveau de vie) ; inversement, elle n'est plus que de 13% pour les 20% de ménages à niveau de vie le plus élevé.

Il n'est donc pas très étonnant de constater ensuite que la proportion de ménages qui seraient en réelles difficultés financières est trois fois plus forte chez les non épargnants : 12% des ménages qui n'ont jamais épargné au cours de l'année 2002 ont connu, au moins une fois au cours de cette même année, des difficultés à payer des factures courantes (il peut s'agir du loyer, du remboursement de l'emprunt relatif au logement, de factures de gaz, eau ou électricité, ou encore de remboursements d'autres emprunts) ; ce chiffre n'est en revanche que de 4% chez les ménages épargnants.

Enfin, ce sont plus fréquemment les ménages non épargnants qui ne parviennent pas à réaliser au moins l'une des quatre dépenses suivantes : s'offrir une semaine de vacances dans l'année, acheter de la viande ou du poisson tous les deux jours, faire face à des dépenses imprévues,

ou payer le chauffage du logement. Ils sont 41% dans ce cas, contre seulement 10% parmi les ménages qui ont épargné.

On peut s'intéresser, dans un second temps, à des éléments monétaires plus subjectifs, en comparant la perception que les ménages ont de leur situation financière.

En l'occurrence, suite aux trois résultats précédents, on ne peut pas s'étonner du fait suivant : les ménages qui n'ont pas épargné au cours de l'année ont en moyenne une perception moins positive de leur situation financière. Ainsi, ils considèrent nettement plus souvent que les autres (41% contre 10%) que leurs ressources leur permettent difficilement de vivre.

De même, ils sont proportionnellement plus nombreux à trouver que leur budget les place dans une situation «juste» ou «difficile» (48% d'entre eux, contre 16% des ménages qui épargnent). Enfin, ces mêmes ménages considèrent proportionnellement plus souvent que leurs emprunts (lorsqu'ils en ont) représentent une charge importante dans leur budget : ils sont 40% à exprimer un tel avis, contre 15% des ménages épargnants.

Les caractéristiques socio-démographiques des non épargnants semblent décrire un groupe de ménages susceptibles d'avoir des difficultés financières

Une comparaison des caractéristiques socio-démographiques des ménages, selon qu'ils épargnent ou non, permet d'affiner leur portrait. On constate ainsi que les chefs des ménages qui n'ont jamais épargné au cours de l'année ont en moyenne le même âge que les autres. En revanche, ils se distinguent des autres par les traits suivants : ils ont atteint un niveau de formation moins élevé, sont proportionnellement moins nombreux à exercer une profession intellectuelle, scientifique ou intermédiaire, mais sont pro-

¹ Ces données ont été collectées en 2003 ; il était alors demandé aux ménages si, «durant l'année 2002», il [leur] était arrivé d'épargner une partie de [leurs] revenus.

² Le concept de niveau de vie permet de comparer le revenu disponible de ménages de composition familiale différente. Ce niveau de vie est obtenu en divisant le revenu disponible par le nombre d'unités de consommation recensées dans le ménage, qui tient compte à la fois du nombre de personnes présentes dans le ménage, et du fait que la vie commune permet de faire des économies d'échelle. Le premier adulte du ménage représente 1 unité de consommation, chaque adulte de 14 ans ou plus en représente 0,5, et chaque enfant de moins de 14 ans en représente 0,3. Pour l'année 2003, le niveau de vie moyen de l'ensemble des ménages est de 2400€/mois.

* CEPS/INSTEAD

portionnellement plus souvent ouvriers ou employés non qualifiés ; ils sont plus souvent de nationalité portugaise, sont plus souvent divorcés ou séparés (et moins souvent mariés), et ont en moyenne plus d'enfants.

Mais certains des ménages non épargnants sont, pourtant, dans une situation financière relativement aisée

Les résultats précédents semblent indiquer qu'il existe clairement un lien entre le fait d'avoir ou non épargné au cours de l'année, et la situation financière du ménage, qu'elle soit évaluée de façon objective ou subjective.

Cependant, bien que la situation financière des ménages non épargnants soit effectivement moins bonne en moyenne, elle est, pour certains d'entre eux, relativement satisfaisante. Ainsi, 9% des ménages qui n'ont pas épargné au cours de l'année ont un niveau de vie qui les situe dans le dernier quintile, c'est-à-dire celui des ménages les plus aisés. Et près de 60% considèrent que leurs ressources leur permettent de vivre plutôt facilement. Ils sont également près de 60% à qualifier leurs emprunts (lorsqu'ils en ont) de charge «peu ou pas importante». On pourrait donc supposer que certains de ces derniers ménages ont un revenu tel qu'ils pourraient épargner s'ils le souhaitent.

Une telle hypothèse pourrait être confirmée par les résultats obtenus lorsque l'on distingue, parmi les ménages non épargnants, ceux qui disent être dans une situation financière difficile (40%) de ceux qui affirment s'en sortir facilement avec leurs ressources (60%). Ainsi, les deux groupes ont certes un niveau de vie inférieur en moyenne à celui des ménages épargnants ; mais le niveau de vie des ménages non épargnants qui disent s'en sortir facilement est nettement plus proche de celui des ménages qui épargnent que de celui des ménages non épargnants qui se trouvent en difficulté. En effet, comme l'indiquent les données du PSELL-3/2003, le niveau de vie moyen des ménages qui épargnent est de 31000 euros par an ; parmi les ménages non épargnants, il est de 28000 euros par an chez ceux qui disent s'en sortir avec leurs ressources, alors qu'il atteint seulement 19300 euros par an chez ceux qui disent être dans une situation financière difficile.

Pourcentage de ménages n'ayant jamais épargné en 2002, par quintiles de niveau de vie

Quintiles de niveau de vie	Ménages non épargnants (%)
Quintile 1 (niveau de vie le plus faible)	48
Quintile 2	33
Quintile 3	27
Quintile 4	21
Quintile 5 (niveau de vie le plus élevé)	13
Total	29

Source : PSELL-3/2003, CEPS/INSTEAD, STATEC

Champ : ensemble des ménages résidant au Luxembourg en 2003

Note : les ménages sont répartis ici en cinq quintiles de niveau de vie. Pour ce faire, ces ménages sont classés par ordre croissant de niveau de vie, puis répartis en cinq classes égales. La première classe correspond donc aux 20% des ménages ayant le niveau de vie le plus faible, alors que la dernière classe correspond aux 20% des ménages ayant le niveau de vie le plus élevé.